



Amazonie brésilienne Usages et représentations du territoire Éditions de l'IHEAL Conclusion Quelles relations entre les populations traditionnelles et leurs territoires aujourd'hui ?

François-Michel Le Tourneau

► **To cite this version:**

François-Michel Le Tourneau. Amazonie brésilienne Usages et représentations du territoire Éditions de l'IHEAL Conclusion Quelles relations entre les populations traditionnelles et leurs territoires aujourd'hui ?. Amazonie brésilienne Usages et représentations du territoire, 2017, 10.4000/books.iheal.3193 . hal-02536814

HAL Id: hal-02536814

<https://hal.science/hal-02536814>

Submitted on 8 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



François-Michel Le Tourneau (dir.)

Amazonie brésilienne Usages et représentations du territoire

Éditions de l'IHEAL

Conclusion

Quelles relations entre les populations traditionnelles et leurs territoires aujourd'hui ?

François-Michel Le Tourneau

DOI : 10.4000/books.iheal.3193
Éditeur : Éditions de l'IHEAL
Lieu d'édition : Éditions de l'IHEAL
Année d'édition : 2017
Date de mise en ligne : 24 mai 2018
Collection : Travaux et mémoires
ISBN électronique : 9782371540385



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

LE TOURNEAU, François-Michel. *Conclusion : Quelles relations entre les populations traditionnelles et leurs territoires aujourd'hui ?* In : *Amazonie brésilienne : Usages et représentations du territoire* [en ligne]. Paris : Éditions de l'IHEAL, 2017 (généré le 07 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheal/3193>>. ISBN : 9782371540385. DOI : 10.4000/books.iheal.3193.

Conclusion

Quelles relations entre les populations traditionnelles et leurs territoires aujourd'hui ?

FRANÇOIS-MICHEL LE TOURNEAU

LE Brésil a connu au cours des années 1980 un changement de paradigme dans de nombreux secteurs de l'idéologie politique. Une des mutations remarquables a été l'alliance établie entre les groupes supportant les Amérindiens – et les Amérindiens eux-mêmes – et les écologistes. Le capital symbolique ainsi constitué est devenu particulièrement puissant, incarné par la figure des « Indiens défenseurs de la forêt », et a permis l'octroi d'un usufruit exclusif aux populations amérindiennes sur de très vastes territoires en Amazonie. En corollaire à cette alliance, naît l'idéologie « socioenvironnementale », qui assimile la diversité culturelle et ethnique et la protection de l'environnement. Pour ses tenants, les groupes minoritaires sont aussi le plus souvent ceux qui ont des pratiques durables de gestion des espaces, il importe donc de les préserver pour sauvegarder aussi les écosystèmes. Pour ce faire, il convient de leur allouer les territoires sur lesquels se déploient ces systèmes « géosophes ». L'écho important rencontré par ce raisonnement dans les années 1990, à la suite de la Conférence de Rio, va mener à la création de statuts fonciers particuliers au bénéfice des populations traditionnelles, catégorie émergente dans laquelle on peut inclure ou non les peuples amérindiens, mais qui sert

surtout à agréger un ensemble assez disparate de groupes sociaux, notamment les descendants de Quilombolas, les populations riveraines des fleuves et rivières (*ribeirinhos*), la paysannerie traditionnelle des vallées de l'Amazonie et des grands fleuves (*caboclos*) et les seigneurs d'hévéa (*seringueiros*). Cette catégorie dépasse ensuite l'Amazonie, puisque ce marqueur de différenciation culturelle est maintenant revendiqué par de nombreux groupes en situation d'insécurité foncière dans d'autres régions du Brésil.

Le rapport des différentes composantes de cette catégorie à leur territoire est assez peu analysé au moment de son émergence. Il est essentiellement vu au travers du prisme des populations amérindiennes, pour lesquelles le sujet a été largement abordé durant les années 1980, au cours de nombreuses controverses sur les territoires qui devaient leur être attribués. Les éléments de définition des « populations traditionnelles » qui émergent peu à peu des textes législatifs (lesquels codifient durant les années 2000, soit avec dix ans de retard, le contexte des années 1990) mettent ainsi en avant un rapport particulier avec le territoire/environnement et le fait que ces sociétés seraient menacées de disparition si elles perdaient l'accès aux ressources. Ce rapport à l'espace est considéré comme le pilier de la tradition à laquelle leur dénomination fait référence.

Le point de départ du projet Usart est venu du questionnement de ce postulat. La question n'était pas de reprendre le débat sur le caractère harmonieux ou pas de l'insertion des populations traditionnelles dans l'environnement, mais bien plutôt de poser des questions destinées à éclaircir le fonctionnement de ce rapport à l'espace et d'essayer d'en saisir les mécanismes, et peut-être aussi la manière dont ceux-ci se transmettaient d'une génération à l'autre. À un débat sur les conséquences des pratiques productives locales ou de la densité de population sur l'environnement, nous avons préféré une approche plus objective cherchant à définir et comprendre comment se déroulait la relation entre ces populations et leur espace, mais aussi à mieux caractériser les éventuelles transformations de ces relations dans le contexte de développement économique que connaît l'Amazonie. L'ambition était vaste et il est certain que les cinq cas spécifiques étudiés dans cet ouvrage ne peuvent se prétendre représentatifs de l'ensemble des communautés de l'Amazonie brésilienne, ni même d'une de ses sous-régions. Il faudrait compléter nos observations par l'application du protocole de recherche à d'autres zones et aussi à d'autres groupes qui sont peu présents (les pêcheurs de

la vallée de l'Amazone, par exemple) ou totalement absents de notre échantillon (les *seringueiros*). Pour autant, ces cas d'étude possèdent leurs qualités. Ils incluent la plupart des grands types d'activité présents en Amazonie (pêche, chasse, cueillette, mais aussi les spéculations plus récentes comme l'exploitation forestière ou l'élevage bovin) et présentent une palette de situations spatiales assez étendue, avec des régions encore plutôt isolées (Abuí, São Francisco do Itapuru) à d'autres bien plus proches des zones urbaines et soumises à des changements rapides (Campo Alegre, Cunani). Enfin, ils juxtaposent des statuts fonciers assez divers (*quilombos*, PAE, RDS).

Pour l'analyse comparée de ces situations, nous avons essayé de produire une approche cohérente fondée sur l'application d'un protocole unique et sur la confrontation entre une approche quantitative, à partir de l'exploitation de questionnaires, et une approche qualitative qui s'appuie sur des entretiens libres ou semi-dirigés. Dans tous les cas, l'équipe de recherche pluridisciplinaire que nous avons formée a essayé d'avoir l'œil et les oreilles aux aguets afin de compléter toutes les observations factuelles par les discours des populations concernées. Même dans le cadre de séjours de courte durée, le déploiement d'une équipe en général assez nombreuse a permis de confronter ces discours avec ce que nous pouvions saisir des pratiques usuelles.

Les résultats de la recherche diffèrent assez notablement des prémisses de celle-ci, ce qui est finalement heureux dans un travail de recherche fondamentale. En effet, nous avons, il faut le dire, épousé la vision générale des populations « traditionnelles » et sans doute surchargé ce dernier terme de sens. L'ambition initiale était donc de décrire un rapport à l'espace qui aurait fait la part belle à l'enracinement des groupes dans leurs territoires respectifs, avec notamment un recueil détaillé de la toponymie et des lieux fréquentés. L'approche globale déployée autour de ces centres d'intérêt nous a permis de nous dégager peu à peu de cette vision pour prendre en compte des éléments de contexte qui sont souvent ignorés, mais qui permettent de mieux comprendre les dynamiques en cours et, de là, de mieux cerner l'objet principal de notre étude.

Car les populations traditionnelles ne doivent pas être essentialisées et séparées des contextes dans lesquels elles s'insèrent, tant sur le plan géographique que sur le plan social. En premier lieu, nous avons donc pu saisir que leur rapport à l'espace a été largement influencé dans les cinquante dernières années par la recherche d'une stabilité foncière,

souvent remise en cause par les dynamiques diverses liées de près ou de loin à la frontière pionnière (ou d'occupation de l'espace), puis à la frontière de protection de l'environnement. Invisibles, les populations concernées sont fréquemment expulsées, repoussées ou contraintes à migrer. De ce fait, elles n'ont souvent abordé l'espace sur lequel elles vivent que récemment, dans les deux ou trois dernières décennies. Elles en ont donc une connaissance intime, mais en même temps nouvelle. L'absence d'un « enracinement », au sens que l'on peut donner à ce mot dans le cas de paysanneries fixées plus anciennement, modifie donc l'interprétation que l'on peut donner à la « tradition ». Par ailleurs, ce contexte d'incertitude foncière, qui semble prendre fin à l'heure actuelle avec la délimitation d'espaces aux statuts rigides, induit une césure importante dans la position de ces populations entre leur apparition en Amazonie et les années 1950-1960 et leur évolution.

En second lieu, le contexte démographique joue un rôle important. Pour minime qu'elle soit, l'assistance sanitaire mise en place après la Seconde Guerre mondiale a permis une croissance rapide des populations rurales en Amazonie, qui se sont trouvées confrontées à une difficulté jusque-là peu présente : où s'installer ? Cette question s'est montrée d'autant plus pressante que l'on vient de souligner qu'au même moment, la dynamique pionnière faisait sentir ses effets, y compris au plus profond de l'Amazonie. Les propriétés privées, aux limites autrefois labiles, se sont fortement ancrées dans les territoires, par la déforestation ou par la volonté des propriétaires de disposer désormais de terrains « libres ». En conséquence, les terres libres où s'installer sont devenues plus rares et la multiplication des migrations de courte distance dans la vallée du Trombetas donne une bonne idée des pressions auxquelles les familles ont été soumises avant de pouvoir trouver leur espace, qu'elles ont souvent dû défendre ensuite par un combat politique pour se le voir reconnaître. On notera que la question démographique est encore particulièrement importante aujourd'hui. Malgré l'ampleur des surfaces concédées (806 000 ha dans le cas de la RDS Iratapuru, plus de 300 000 ha dans le cas des territoires *quilombolas* Trombetas et Erepecuru), les nouvelles familles (fondées par les enfants des générations précédentes) n'ont pas toujours la certitude qu'elles pourront s'installer et maintenir le système d'usage de l'espace utilisé par leurs parents, ce d'autant que les paramètres sociaux ont aujourd'hui changé.

Ces changements constituent le troisième élément qui nous a amené à modifier notre vision initiale de la question des populations traditionnelles. Celles-ci ne sont en effet pas déconnectées du contexte global de l'Amazonie brésilienne. Or, celui-ci connaît depuis deux décennies des changements qui ne sont pas spectaculaires en apparence, mais qui sont massifs. Les politiques de redistribution de revenus, en particulier le dispositif des retraites rurales et, plus récemment, les allocations familiales ont en effet peu à peu pénétré jusqu'aux régions les plus reculées, là où les grands programmes d'infrastructures ne modifiaient qu'une région donnée. Les chiffres sont impressionnants : ce sont près de 7,6 milliards de reais qui ont été alloués en 2010 aux campagnes amazoniennes dans le cadre des retraites rurales, que perçoivent environ 20% de la population concernée (1,35 million de personnes sur 6,7 millions d'Amazoniens vivant en zone rurale). Les autres politiques publiques, dites de « citoyen-neté », les ont aussi rejoints, notamment celle de scolarisation qui a vu la création de milliers d'écoles en zone rurale, ou encore de l'électrification rurale. Dans ce nouveau contexte, les stratégies des familles changent forcément. On a à la fois la possibilité de se rendre en ville plus facilement (grâce aux politiques de désenclavement) et celle d'y acheter des produits autrefois inaccessibles. On souhaite par ailleurs se trouver à proximité des infrastructures (écoles, dispensaires) et la vie des familles isolées dans la forêt, parfois installées à des heures de marche ou de rame les unes des autres, paraît désormais inenvisageable. Enfin, à partir de la politique d'évangélisation et d'organisation politique des familles rurales menées par l'Église catholique, on estime aujourd'hui fondamental d'appartenir à une « communauté » et de vivre pour cela à proximité les uns des autres.

La prise de conscience de ces changements a donc modifié l'approche de notre objet d'étude. La dimension de la transmission des savoirs territoriaux, hors de portée sans étude de terrain à long terme, a donc cédé le pas à la mise en relief de nouvelles caractéristiques, notamment à une étude poussée des formes de mobilité. Nous avons aussi tenté de comprendre, à partir d'une approche fondée sur l'analyse institutionnelle, comment les statuts fonciers actuels avaient reformulé les règles d'usage de l'espace et comment celles-ci fonctionnent désormais (avec leur lot d'adaptations et de flexibilité).

La prise en compte d'éléments nouveaux ne remet complètement en question ni l'approche de départ ni le questionnement initial. Car il

existe bien une pratique de l'espace dans les communautés étudiées et celle-ci se distingue de la pratique des autres groupes sociaux amazoniens, en particulier des paysanneries installées plus récemment dans la région. Au-delà de ses significations et de ses aspects symboliques, elle se distingue par une dépendance plus grande vis-à-vis du milieu naturel et par la pratique d'activités en forêt, dans des endroits parfois très éloignés du lieu de résidence. Ces activités sont les piliers de l'économie domestique, avec une place de choix pour la pêche, et des sources encore importantes de revenu. Sur ce dernier point, nos travaux montrent cependant qu'il faut, là aussi, se garder d'essentialiser les populations traditionnelles : les collectes ne sont pratiquées que lorsque les cours des produits les rendent profitables et, dans de nombreux cas, on voit une progression de l'élevage bovin (activité antitraditionnelle s'il en est) du fait de ses avantages économiques. Il y a certes des valeurs culturelles associées à la pratique des activités de collecte, mais celles-ci s'effacent lorsque la survie des familles est en jeu. De ce point de vue, la simple délimitation d'espaces réservés, si elle résout la question foncière, ne garantit pas la pérennité des activités « traditionnelles » : sans marché et cours intéressants, les produits sont abandonnés, de même que les pratiques.

Cela étant, pour le moment en tout cas, il ne semble pas qu'il faille parler devant ces abandons de transformation des populations traditionnelles. L'une des avancées des travaux qui sont présentés dans ce livre est de proposer la notion d'un système générique d'usage de l'espace, qui articule des espaces proches (en général dédiés à l'agriculture) et des espaces plus lointains (pour les cueillettes), dont la maîtrise serait l'une des caractéristiques des populations traditionnelles. Ainsi, en lieu et place d'un enracinement dans un espace donné, on assiste à la réinstallation de ce système dans différents lieux en fonction des migrations des familles, parfois en conservant des éléments du système antérieur, lorsque les espaces concernés sont encore accessibles. On peut aller jusqu'à considérer que la fameuse « adaptabilité » des populations traditionnelles vient justement de ce système et de sa souplesse. Il constitue une sorte de boîte à outils avec laquelle on peut jouer pour s'ajuster aux circonstances. De ce point de vue, la non-pratique de telle ou telle activité n'est pas une perte fondamentale, mais une adaptation. Dans le cas où cette activité redeviendrait rentable, les mécanismes d'apprentissage et d'innovation internes permettront de la remettre au goût du jour.

Jusqu'où ce système peut-il coexister avec des changements permanents de la couverture végétale (comme dans le cas de l'implantation de pâturages)? Quelle est sa capacité de résistance face à l'urbanisation toujours plus poussée? Quel est le socle de connaissances qui permettent de le perpétuer? Quand sera-t-il menacé par la perte des transmissions? Voici les questions sur lesquelles semble déboucher notre recherche et qui nécessiteront de poursuivre l'étude des populations traditionnelles d'Amazonie.